

## **Forum Paris EUROPLACE – Présidence Française de l'UE 2008**

### **"Renforcer la Contribution de la Finance au Développement Durable: Enjeux de long terme, Propositions pour l'Europe"**

24 novembre 2008

Discours de **M. José-Manuel BARROSO**, Président de la Commission Européenne

Monsieur le Président de la République,

Mesdames et Messieurs,

Je remercie Paris-Europlace de m'avoir invité à participer à son forum consacré à la contribution de la finance au développement durable.

Je suis très heureux de pouvoir partager avec vous, avec le Président Sarkozy, avec les représentants de tous les métiers du secteur financier, des réflexions sur la crise actuelle, sur l'avenir de la finance et sur le rôle de l'Europe .

Le thème de ce forum dit bien l'approche qui doit être celle de l'Europe par ces temps de crise.

L'heure n'est pas au procès de l'économie sociale de marché ou de la finance. L'heure n'est pas au repli sur soi. L'heure n'est pas à l'attente, dans l'espoir qu'une fois la tempête passée, on puisse reprendre le train-train quotidien. C'est au contraire le moment de regarder les événements sans naïveté et sans préjugés, de comprendre la nature profonde de cette crise et de passer à l'offensive.

Permettez-moi, sur ce point, de rendre hommage au Président Sarkozy. Il a su anticiper les enjeux et il a contribué à fixer les termes du débat. Nous devons beaucoup à sa détermination et à sa persévérance dans la recherche d'une ligne européenne commune pour répondre à la crise.

Nous sommes en train de vivre une transformation sans précédent de nos économies et des sociétés. Il est toujours risqué de tracer des parallèles et rechercher des précédents historiques. Nous avons déjà vécu des épisodes de crise ou l'éclatement de bulles financières. Mais la crise actuelle va plus loin que les précédentes. Nous sommes à un tournant historique.

Des géants financiers se sont effondrés comme des châteaux de cartes. Sur les places boursières, le cercle vicieux de la défiance s'installe parmi les investisseurs. Et les effets se font maintenant sentir sur l'économie réelle. Après une décennie de croissance, nous sommes au bord d'une récession mondiale.

Au-delà de la dimension financière, deux autres facteurs ont ébranlé le monde en 2008: la flambée des prix des denrées alimentaires et la volatilité des prix du pétrole.

. Nous l'avons constaté à plusieurs reprises cette année: les facteurs qui ont déclenché cette triple crise - crise financière, hausse des prix alimentaires, volatilité des cours du pétrole - sont de nature structurelle. Nous sommes peut-être à la fin d'une époque.

Ce n'est pas la crise du capitalisme tout court ou de la mondialisation. C'est la crise d'un système dans lequel la finance s'est progressivement détachée de l'économie et de la société.

Une finance qui s'est concentrée, faute de supervision mondiale, sur le court terme et qui, au fil de sa progression, n'a plus cherché à regarder le long terme.

Ce décalage croissant avec l'économie réelle a un coût pour la société.

Le triple choc dont je parlais est le symptôme révélateur d'une réaction.

Il serait vain de faire une leçon de morale à la finance.

Nos sociétés et nos institutions ont besoin d'un système financier sain. Nous devons construire un système différent. La mondialisation sera toujours là, les marchés resteront mondiaux et les économies interdépendantes. Les pays émergents continueront à vouloir progresser et les innovations technologiques à alimenter la rapidité des transactions et l'ingénierie financière.

Ces tendances continueront à offrir des perspectives économiques et politiques que l'Europe doit saisir. Mais par des règles plus solides et par une meilleure gouvernance internationale, nous devons créer un cadre qui incite les acteurs économiques à se placer dans une perspective de plus long terme.

L'Europe est bien placée pour conduire cette réflexion. Elle a une tradition de marchés interdépendants encadrés par des règles communes. Elle a une tradition d'équilibre entre intérêt général et autonomie des choix des acteurs économiques. Elle a une tradition d'économie sociale de marché. Elle a une tradition d'ouverture. Et elle a une tradition de refus des égoïsmes nationaux!

Ce sont ces idées qui ont guidé la réponse de l'Europe à la crise.

L'Union a montré sa capacité d'action et sa rapidité de réaction. Dans la crise, elle a déployé l'esprit de solidarité la vision commune qui ont toujours fait la force du projet européen. Elle a été capable de proposer des solutions pour les citoyens et de prendre l'initiative, avec les chefs d'Etats et de gouvernement, de fixer un cadre d'action et des principes communs pour une réponse européenne coordonnée, tout en respectant la diversité des situations nationales. L'euro a joué un rôle de garde-fou contre les fluctuations de changes et la spéculation.

Je veux également souligner l'excellente coopération que nous avons eue avec la Banque centrale européenne et son président, Jean Claude Trichet.

Au niveau mondial, l'Europe a joué un rôle actif d'impulsion. Le Sommet G20 de Washington a démontré la volonté politique de tous les acteurs d'apporter une réponse globale à une crise globale. Le sommet a esquissé des pistes d'action commune:

- renforcer la réglementation et la transparence du système financier;
- améliorer la gouvernance économique mondiale en éliminant les déséquilibres commerciaux monétaires et budgétaires;
- coordonner les mesures nationales de relance économique;
- défendre l'ouverture des marchés,
- refondre l'architecture financière internationale.

Ces idées sont venues de l'Europe. L'Europe, unie, était au centre du jeu. Elle doit le rester, car nous avons l'occasion de passer à l'offensive. Il est impératif de traduire rapidement les orientations dégagées à Washington en actions concrètes, pour passer de la crise à la relance.

Nous sommes confrontés à un triple enjeu. Tout d'abord, remodeler le cadre réglementaire du système financier européen, pour le rendre plus transparent et solide.

En même temps, nous devons préparer la sortie de crise, en limitant les effets pour les plus vulnérables. C'est le sens du "cadre de relance" que je présenterai le mercredi dans le prolongement de la stratégie de Lisbonne.

Nous avons besoin d'une vraie stratégie commune pour réunir les conditions d'une relance économique. Un programme qui vise avant tout à limiter l'impact de la crise sur les citoyens - en tant que ménages, travailleurs, entrepreneurs. Un programme qui mobilise tous les leviers disponibles, fiscaux, structurels ou réglementaires, tant au niveau européen qu'au niveau national, dans un effort coordonné. Car aucun Etat membre ne pourrait sortir de cette crise par des mesures seulement nationales. Nos économies sont beaucoup trop interdépendantes.

Nous avons besoin d'un programme d'impulsion budgétaire pour soutenir la demande pour exploiter des synergies et éviter des effets de débordement négatifs. Un programme de mesures pertinentes, ciblées, et temporaires. Je pense avant tout à des efforts pour encourager la formation et la reconversion, et pour investir plus massivement dans l'innovation, l'interconnectivité et la transformation de l'Europe en une économie à faible teneur en carbone. Nous allons aussi présenter des mesures pour faciliter et accélérer l'utilisation des programmes européens de cohésion par les Etats membres et les régions. Je pense aussi à des efforts redoublés pour réduire les coûts administratifs des entreprises et libérer leur potentiel, en particulier celui des PME.

Au moment où l'économie réelle va subir le contrecoup de la crise financière, et où le chômage est en hausse partout, l'agenda social européen pour les opportunités, l'accès et la solidarité doit guider notre action: nous proposerons des mesures pour faciliter l'accès des jeunes à l'emploi, pour encourager la créativité et l'innovation, pour fluidifier les relations entre le monde de l'entreprise et les universités et pour promouvoir les intérêts des consommateurs.

Enfin, nous devons d'ores et déjà nous positionner pour l'après-crise.

Nous ne pouvons pas choisir de contourner la crise.

Mais nous pouvons choisir la manière dont nous sortirons d'une crise.

Nous ne pouvons pas encore savoir quel sera l'environnement économique d'alors, mais il sera radicalement différent. Les possibilités d'investissement ne seront plus les mêmes qu'au cours des dix dernières années.

L'Europe doit être à l'avant-garde pour être capable de saisir ces chances au moment du rebondissement du cycle économique.

Voilà pourquoi je crois que le forum d'aujourd'hui a mis les bonnes questions sous le feu des projecteurs.

Nous avons besoin d'entreprises capables de reconnaître leur responsabilité dans la société et d'en faire un levier de croissance durable.

Nous devons investir dans l'économie sociale, l'intégration, la solidarité. La Commission s'est engagée dans cette direction. Je veux juste mentionner ce que nous avons fait pour le microcrédit. Nous estimons que la demande potentielle pourrait à court terme dépasser 700 000 nouveaux crédits, pour un montant d'environ 6 milliards d'euros. Le microcrédit a déjà fait ses preuves dans un grand nombre d'Etats membres. Nous voulons accompagner ce mouvement. Dans ces temps de tension sociale, le microcrédit peut contribuer à l'initiative économique, à l'esprit d'entreprise, à la création d'emplois. Il peut aider à développer les compétences et à favoriser l'intégration.

Mais permettez-moi de dire un mot sur un thème qui me tient particulièrement à cœur: le changement climatique et l'énergie.

L'Europe s'est donné un objectif ambitieux, avec sa formule "3 fois 20%". Certains prétendent que ce n'est pas un objectif pour le temps de crise.

Au contraire!

Atteindre nos objectifs pour 2020 est le meilleur investissement que nous pouvons faire dans notre prospérité future. La tâche est difficile. Elle est sans doute onéreuse. Mais ce mouvement mondial vers une économie à faible teneur en carbone peut déclencher une vraie révolution industrielle.

L'Agence internationale de l'énergie estime les besoins mondiaux d'investissement dans le secteur de l'énergie à 400 milliards de dollars par an.

C'est une occasion unique pour le secteur de la finance et les entreprises européennes.

Avec le paquet énergie-climat, nous proposons un cadre réglementaire stable qui offre les incitations nécessaires pour mobiliser les investissements et prendre plus de risques.

Voilà pourquoi j'insiste pour qu'un accord politique soit conclu d'ici la fin de l'année. Nous avons à portée de main une occasion historique.

Nous devons la saisir.

La Commission reviendra sur le sujet des ressources pour le développement durable, en 2009, avec une communication sur le financement des technologies à faible intensité de

carbone. L'orientation est claire: mobiliser davantage les investissements privés, renforcer la coordination entre formes de financement et mobiliser des ressources supplémentaires.

Sur ce point, nous aurons besoin de votre expertise, de votre analyse et de votre appui. Je vous le dis, nous tiendrons compte des conclusions du forum d'aujourd'hui dans notre action future dans ce domaine.

Merci.